Règlement intérieur du Lycée MONTAIGNE

Second degré

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur (RI) établit les dispositions qui régissent le fonctionnement du Lycée Montaigne.

Il définit les droits et les devoirs des élèves inscrits au collège et au lycée.

Ce règlement s'inscrit dans le respect des principes laïques. Il est porteur des valeurs qui y sont attachées :

- Neutralité politique, idéologique et religieuse.
- Devoir de tolérance, de respect d'autrui et de ses convictions.
- Travail, ponctualité et assiduité.
- Respect des biens et des locaux mis à la disposition de tous.
- Réprobation de toute forme de violence qu'elle soit d'ordre psychologique, physique, verbale ou morale.

Le présent RI a pour but d'assurer :

- le bon fonctionnement de l'établissement ;
- les rapports entre les personnes qui y vivent et travaillent ;
- la sécurité des personnes et des biens.

L'inscription d'un enfant au Lycée Montaigne vaut, pour lui-même et pour sa famille, adhésion aux dispositions du présent règlement ainsi qu'aux projets présentés par l'équipe pédagogique et engagement à s'y conformer pleinement.

Toutes les dispositions du règlement intérieur s'appliquent pleinement lors des activités périscolaires, projets, sorties et voyages au sein ou en dehors de l'établissement.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA VIE SCOLAIRE

1- Les horaires

L'horaire du 2nd degré au Lycée Montaigne s'étale du lundi au vendredi sur sept périodes, tous les jours ouvrables.

Les élèves du lycée qui suivent un enseignement optionnel auront cours 2 fois par semaine, pour chaque option, de 15h35 à 17h.

Le service de transport scolaire n'est pas assuré à 17h.

Les cours sont distribués sur 35 périodes (hors options):

1 ^{ère} période	7h45 – 8h40
2 ^{ème} période	8h40 – 9h35
3 ^{ème} période	9h35 – 10h30
Récréation	10h30 – 10h50
4 ^{ème} période	10h50 – 11h45
5 ^{ème} période	11h45 – 12h40

Récréation/Cantine	12h40 – 13h35
6 ^{ème} période	13h35 – 14h30
7 ^{ème} période	14h30 – 15h25

2- Les entrées et les sorties

L'entrée se fait par la porte principale de l'établissement. Au-delà de 7h45, l'entrée ne peut être qu'exceptionnelle. Les élèves doivent alors se présenter à l'accueil qui les dirige vers le bureau de la Vie Scolaire pour obtenir un billet d'entrée tardive en classe. Il leur sera interdit d'assister à la première heure de cours et ils intègrent leur classe à la deuxième heure. Les parents seront avertis par le bureau de la Vie Scolaire, et toute récidive injustifiée sera sanctionnée plus sévèrement.

La sortie des élèves du collège et du lycée s'effectue par l'entrée principale à 15h25 ou à 17h pour les lycéens qui suivent une option.

Les sorties anticipées à l'initiative des parents doivent faire l'objet d'une demande préalable par écrit. Cette demande sera faite à la vie scolaire 24h à l'avance au minimum.

Les élèves ne peuvent être autorisés à quitter l'établissement durant la journée.

Les départs anticipés ne sont pas autorisés sauf dérogation spéciale de la part du Proviseur adjoint.

Les parents des lycéens désirant permettre une sortie autonome à leur enfant en fin de journée, devront signer une autorisation en début d'année scolaire et la remettre à la vie scolaire qui se chargera de le mentionner sur le carnet de correspondance.

L'établissement ne saurait être responsable des élèves qui s'attardent plus de 10 minutes après la fin de leur journée de classe ou des activités mises en place. De même, les parents sont responsables des élèves après l'heure de la sortie des classes.

3- Les déplacements des élèves

Aux sonneries de début de récréation, les élèves quittent leur salle de classe et descendent dans la cour ou le préau accompagnés par un assistant d'éducation. Le professeur est le dernier à sortir de la classe et veille à fermer la porte. Le professeur doit gérer la classe pour aider au bon fonctionnement de la sortie. Aucun élève

n'est autorisé à rester dans une salle de classe en dehors de la présence d'un enseignant ou d'un assistant d'éducation, ou à jouer dans les couloirs, escaliers et toilettes.

Les autorisations de se rendre aux toilettes pendant les heures de cours ne peuvent être qu'exceptionnelles. Les professeurs ou les assistants d'éducation signaleront les cas trop fréquents.

Lorsqu'ils n'ont pas cours, les élèves peuvent se rendre au C.C.C. ou dans une autre salle selon les indications de la vie scolaire. A la dernière sonnerie, les élèves quittent l'établissement au terme du dernier cours.

4- La sécurité

Les consignes de sécurité sont publiées par voie d'affichage. Les usagers sont invités à en prendre connaissance et à les respecter dans leur intégralité. Des exercices d'évacuation sont effectués plusieurs fois dans l'année.

Par ailleurs, toujours dans un esprit de sécurité, les chaussures doivent bien tenir le pied et par conséquent, être fermées à l'arrière.

5- La prévention des vols

L'administration du Lycée Montaigne met en garde contre les risques de vols et de pertes qui peuvent se produire dans l'enceinte de l'établissement. Il est fortement déconseillé d'apporter des sommes d'argent ou des objets de valeur. L'établissement ne dispose d'aucune assurance couvrant le vol des biens personnels des élèves. Les usagers sont responsables de leurs affaires. Toute personne reconnue coupable de vol sera sanctionnée.

6- Le carnet de correspondance

Afin que le carnet de correspondance puisse remplir sa fonction première de liaison, avec les familles, **en complément de l'usage de Pronote**, les élèves doivent pouvoir le présenter à tout moment à tout personnel de l'établissement qui le demande. Ce carnet doit être régulièrement visé par la famille.

Sa non présentation pourra faire l'objet d'une punition ou d'une sanction. En cas de perte ou lorsque le carnet est plein, une demande écrite des responsables légaux accompagnée des frais de renouvellement devra être adressée à la vie scolaire.

7- Le transport scolaire

Un service de transport scolaire est proposé par le Lycée Montaigne. Le Lycée Montaigne a souscrit une police d'assurance couvrant le risque lié au parcours depuis la prise en charge jusqu'à l'arrivée au lycée et inversement.

Pendant le transport, les élèves sont placés sous l'autorité des accompagnateurs.

Afin de ne pas retarder le départ des transports scolaires, les élèves doivent monter et rester dans le bus dès la fin de leurs cours.

Il est interdit, sous peine d'exclusion du service de transport, de se faire accompagner par des camarades qui n'y sont pas inscrits en temps ordinaire.

Il est également interdit de changer de ligne de bus.

Afin d'assurer le transport de tous dans les meilleurs délais et la meilleure sécurité des élèves, il est demandé aux familles de ne pas faire retirer leurs enfants des transports le jour même. Des manquements répétés à cette règle, nuisant au bon fonctionnement des transports et de l'établissement, pourront entraîner une radiation temporaire ou définitive du service des transports.

8- Les assurances

Le Lycée Montaigne a souscrit une assurance qui couvre les élèves régulièrement inscrits contre tous les accidents corporels provenant d'une cause fortuite extérieure et violente dont ils seraient victimes durant leur présence au lycée. Cette assurance n'est valable que pendant le temps des activités scolaires ou périscolaires organisées par l'établissement : répétitions, travaux de laboratoires, sorties pédagogiques, visites extérieures, excursions instructives ou récréatives, activités culturelles et sportives, etc.

9- Les sorties et voyages scolaires encadrés par des personnels de l'établissement

Le RI s'applique également lors des sorties et voyages scolaires. Il est possible que dans le cadre de sorties ou voyages scolaires un additif soit fait sur des points particuliers qui ne seraient pas abordés dans le RI ou qui nécessiteraient des précisions. Dans ce cas, l'additif devra être signé par l'élève et sa famille, afin que l'élève puisse y participer.

Il est rappelé que lors de ces sorties ou voyages, l'élève est un représentant de l'établissement et est porteur de ses valeurs. Il se doit, à ce titre, d'adopter un comportement exemplaire sous peine de sanctions sévères.

10- La restauration scolaire

L'établissement possède un service de restauration scolaire. Les élèves doivent respecter les locaux mis à leur disposition. Il est strictement interdit de manger ou de boire (sauf de l'eau sur autorisation du personnel responsable) dans les espaces à vocation pédagogique (salles de classe, salles d'étude, C.C.C., gymnase, etc.) ainsi que dans les couloirs et escaliers.

11- La santé et l'hygiène

Tout élève a accès au service de santé scolaire et peut s'y rendre librement, avec son carnet de correspondance, au moment des récréations.

Il peut également y être accueilli, en cas de nécessité pendant les heures de cours et à l'interclasse, si l'adulte en charge de l'élève indique le passage à l'infirmerie sur pronote. L'élève sera accompagné d'un camarade si nécessaire. Il retournera en cours dès son départ de l'infirmerie.

Tout passage à l'infirmerie fera l'objet d'une annotation dans pronote par l'infirmière qui devra être visé par la famille.

L'équipe médicale donne les soins nécessaires et décide si l'élève peut retourner en classe ou doit être pris en charge par ses responsables légaux. Dans ce dernier cas, les responsables signeront le billet de prise en charge. Le service infirmerie ne peut se substituer au médecin de famille. La prise de médicaments ne peut s'effectuer que sous le contrôle de l'infirmerie et sur présentation de la prescription médicale.

En cas d'urgence, la direction du Lycée Montaigne prend les mesures opportunes concernant le transfert vers un centre hospitalier, sauf indication contraire de la famille.

Toute pathologie sévère doit être signalée au service de santé scolaire. Les parents s'engagent à présenter personnellement, au service santé, le rapport médical confidentiel qui en fait état.

Cette démarche doit être reconduite chaque début d'année scolaire et au cours de l'année en cas d'évolution de la pathologie.

Toute maladie contagieuse doit, aussitôt connue, être portée à la connaissance du service de santé scolaire. Les parents s'engagent à prendre contact dans les plus brefs délais avec l'infirmière du Lycée Montaigne. L'élève ne sera réintégré dans la classe qu'après avoir présenté au service de santé scolaire un certificat de non-contagion.

Le service de santé informe immédiatement la vie scolaire et, le cas échéant, les enseignants d'EPS.

Les boissons gazeuses et/ou énergisantes sont strictement interdites.

Sous peine de sanction, il est interdit de fumer dans l'ensemble de l'établissement, d'y introduire, détenir ou consommer toute substance illicite ou boisson alcoolisée. La consommation de tabac est également interdite aux élèves aux abords de l'établissement.

Tout élève surpris sous l'effet de l'un de ces produits ou adoptant une attitude potentiellement dangereuse pour lui-même ou pour la collectivité, sera isolé puis récupéré immédiatement par sa famille, qui sera ultérieurement informée par la direction des conditions du retour éventuel de l'élève dans l'établissement.

12- La communication parents-professeurs

Les parents sont tenus informés des progrès ou des problèmes rencontrés par l'enfant au cours d'entretiens directs avec les professeurs de la classe (sur rendez-vous).

Les parents sont tenus de partager rapidement des informations qui pourraient affecter les enfants.

La correspondance entre les familles et les professeurs se fait par « le cahier de correspondance » que l'élève doit toujours avoir avec lui ou par pronote.

Les enseignants répondent sous 24 heures aux communications adressées par les parents.

Les parents (ou un des deux) doivent se présenter en personne aux réunions. En aucun cas, il ne pourra se faire représenter ou se faire remplacer par une tierce personne.

13- L'évaluation au collège et au lycée

L'évaluation au collège se fait de façon continue. Elle peut être orale ou écrite et sa date sera fixée et communiquée à l'élève par le professeur de la discipline sur pronote.

Un bulletin sera remis aux parents trois fois durant l'année scolaire, consignait la moyenne de l'élève par discipline, la moyenne de la classe et l'appréciation du professeur.

Les délibérations se feront lors des conseils de classe et selon les réglementations en vigueur et l'équipe pédagogique émet son avis en fonction de toutes les données qu'elle possède.

Une moyenne de 10 est le seuil conditionnel pour une réinscription en classe supérieure au collège et au lycée.

Au collège, toute moyenne strictement inférieure à 8/20 dans une matière de base (français, mathématiques ou arabe-pour les libanais non dispensés), ne pourra permettre le passage dans la classe supérieure.

Au lycée, le conseil de classe statuera sur le passage en classe supérieure en fonction des spécialités et options choisies.

Le chef d'établissement est seul habilité à décider de la réinscription d'un élève.

14- Les leçons et les devoirs à la maison

Les élèves auront des devoirs à faire et des leçons à apprendre à la maison. Ils sont tenus de les rendre à temps et selon les normes exigées par le professeur de la discipline.

Les parents peuvent indiquer sur le carnet de correspondance ou par pronote les difficultés rencontrées par l'élève à la maison.

15- Les activités périscolaires :

La direction propose un programme d'activités au début de chaque année. Ce programme prendra en

considération :

- l'âge des élèves accueillis ;
- la nature des activités proposées ;
- les conditions de mise en œuvre des activités physiques ou sportives ;
- la répartition des temps d'activités et de repos ;
- les modalités de participation des élèves ;
- la nature des locaux et des espaces.

Les élèves sont placés sous la responsabilité du lycée, où s'imposent des règles de prudence, de civilité, de bienséance, d'hygiène et de respect d'autrui. Ceux qui transgressent ces règles peuvent faire l'objet de sanctions. La décision de sanction est bien entendu prise en compte en fonction de la gravité du manquement, de ses conséquences et des éventuels antécédents disciplinaires de l'élève.

Le lycée prend en charge l'assurance des élèves lors des activités périscolaires.

Il est vivement déconseillé aux élèves de détenir des objets précieux, et de porter des vêtements ou des accessoires coûteux.

Les parents sont censés savoir que chaque activité nécessite leur collaboration et leur agrément écrit.

LES DROITS DES ELEVES

1- Le droit à l'intégrité physique et morale

L'établissement se porte garant de l'intégrité physique et morale de ses membres. Il veille à la non-discrimination, au respect des opinions et de la laïcité.

Les comportements ostentatoires à caractère politique ou religieux sont interdits et sanctionnés tout comme les comportements abusifs sur d'autres élèves.

2- Le droit à l'exercice de la citoyenneté (droit d'être représenté)

Les élèves sont représentés par des délégués, qui ont droit à une formation et qui sont les interlocuteurs privilégiés de l'équipe éducative et de l'administration. Plus généralement, les représentants des élèves participent aux travaux du conseil de classe et aux différentes instances où ils siègent.

3- Le droit d'expression

Il a pour objet de contribuer à la formation et à l'information des élèves. Il s'exerce au cours de réunions demandées par les délégués des élèves en dehors des temps réservés aux cours. La demande en est faite au Proviseur adjoint via son secrétariat.

Tout affichage est assuré, sous le contrôle du Proviseur adjoint ou de son représentant, sur les panneaux prévus à cet effet et ne peut être anonyme.

Les publications (écrites, sonores, vidéo, etc.) réalisées par les élèves peuvent être librement diffusées dans l'établissement après accord du Proviseur adjoint. Celui-ci veille à ce qu'aucun écrit ne présente un caractère injurieux ou diffamatoire, ne porte atteinte aux droits d'autrui ou au pays d'accueil. Dans le cas contraire, le P

Proviseur adjoint peut suspendre ou interdire la publication dans l'établissement. Il en informe alors le Conseil de direction.

LES DEVOIRS DES ELEVES

1- L'assiduité de travail

L'assiduité est au centre des obligations s'imposant à l'élève, condition essentielle pour mener à bien leur projet personnel.

Pour tirer pleinement profit de l'enseignement qui lui est dispensé, l'élève doit apprendre régulièrement ses leçons, faire les travaux demandés en classe et à la maison et apporter son matériel scolaire à toutes les séances.

L'élève s'engage:

- à rendre, à la date prévue, les devoirs donnés par les professeurs ;
- à participer à l'ensemble des contrôles permettant d'évaluer les objectifs qu'il a atteints dans chaque discipline ;
- à participer aux activités mises en place par l'établissement lorsqu'elles ont un caractère collectif et se situent pendant le temps scolaire.

2- La ponctualité

Les sonneries ponctuent tout au long de la journée les fins et les débuts de cours. Au-delà de cinq minutes de retard après la sonnerie, l'élève sera refusé en cours et devra se présenter au bureau de la Vie Scolaire pour être pris en charge.

Un billet de retard devra être établi et visé par la famille, il sera présenté dès le lendemain au service de vie scolaire.

Les retards répétitifs feront l'objet de punitions ou de sanctions au-delà de trois retards.

Même quand la sonnerie retentit, c'est le professeur qui indique aux élèves la fin du cours. Les sorties prématurées constituent un manquement à l'obligation d'assiduité et au respect d'autrui. Aucune sortie n'est autorisée avant la sonnerie.

3- L'interclasse

L'interclasse permet à l'élève de se préparer au cours suivant rapidement et calmement.

Lors de 2 heures de cours consécutives : l'enseignant peut, s'il le souhaite, autoriser les élèves à sortir de la salle ; dans ce cas les élèves sont sous sa responsabilité.

4- Les absences

Les élèves sont soumis à une obligation d'assiduité sur l'année entière.

Une absence aux cours ne peut être qu'exceptionnelle et dûment motivée par des raisons de santé ou familiales. Les parents sont priés de prévenir l'établissement par écrit sur pronote ou sur le carnet de correspondance. A son retour, l'élève devra présenter une justification de sa famille et (ou) un certificat médical

Pour toute absence prévisible, la famille est tenue d'informer par courrier (papier ou électronique) et au

préalable l'administration du Lycée qui appréciera le bien-fondé de cette demande. (Tél : 04-982082)

En cas d'absence imprévisible (notamment la maladie), la famille contacte dans les plus brefs délais l'établissement (Tél : 04-982082).

En cas d'absence pour maladie contagieuse, un certificat médical devra être fourni au service de santé scolaire.

Quel que soit le moyen utilisé par les familles pour prévenir de l'absence de leur enfant (courriel, lettre...), l'élève, avant de réintégrer la classe, doit dès son retour présenter systématiquement à la vie scolaire un justificatif établi par ses responsables légaux au moyen du coupon « Absence » de son carnet de correspondance ou sur pronote. Ce justificatif sera examiné par le service de vie scolaire, qui en appréciera le bien-fondé.

Un élève absent en début de journée ne peut intégrer l'établissement dans la journée sans autorisation de la vie scolaire.

Les absences non valablement justifiées, répétées et en particulier sélectives feront l'objet de punitions ou de sanctions.

À partir de 3 absences non justifiées ou non valablement justifiées avant le retour en classe, le Chef d'établissement ou le Proviseur adjoint organisera une rencontre avec les parents et l'élève concerné, le professeur principal et/ou le professeur de la discipline évitée. Il sera remis aux parents un état des absences et une lettre leur signalant les risques encourus par leur enfant dans l'accomplissement de ses apprentissages et pour la réussite de sa scolarité. La famille accusera réception de ce document.

Si un élève doit s'absenter de cours, les responsables légaux devront présenter une demande écrite dans le carnet de correspondance ou par le biais de pronote ou d'un courriel adressé au service de vie scolaire. Cette autorisation ne sera accordée que dans les cas tout à fait justifiés et exceptionnels. Le non-respect de cette procédure entraînera une sanction envers l'élève.

5- L'absence à un contrôle

Les élèves ne peuvent se soustraire aux différentes évaluations qui leur sont données au cours de leur scolarité, sous peine de sanction disciplinaire.

Toute absence à un contrôle écrit ou oral prévu doit faire l'objet d'une excuse écrite particulière (courrier ou mot dans le carnet de correspondance) remise directement au professeur concerné. La régularisation administrative à la vie scolaire demeure incontournable.

Quel que soit le motif, recevable ou non, le professeur pourra, s'il le désire, décider de mettre en place une épreuve de remplacement dès le retour de l'élève, qui ne pourra s'y soustraire. Les contrôles non faits sont indiqués sur le bulletin et peuvent faire l'objet d'une remarque particulière dans l'appréciation du professeur.

6- La tenue et le comportement

Le respect est le principe élémentaire de la vie en collectivité.

Les élèves ont envers eux-mêmes et vis-à-vis des autres un devoir de respect qui doit transparaître dans une tenue vestimentaire décente et appropriée à un établissement scolaire et par un comportement correct. La direction de l'établissement peut, si elle estime que la tenue d'un(e) élève est inadaptée, contacter sa famille afin qu'elle lui procure immédiatement un vêtement de rechange.

Le port d'une blouse blanche en coton est obligatoire pour les TP de Sciences. En cas d'oubli, l'élève ne pourra pas participer à l'activité pour des raisons de sécurité.

Il est demandé de retirer les casquettes et bonnets à l'intérieur des bâtiments.

Les incivilités (brimades, insultes, bousculades, discriminations, etc.) et les actes de violence (agressions

physiques et morales, menaces, racket, etc.) ou de harcèlement ne peuvent être tolérés, car ils représentent des atteintes à la dignité et à l'intégrité des personnes. Toute forme de bizutage est interdite. L'élève est tenu au respect de ses camarades et des personnels de l'établissement.

Les jeux de balle sont limités aux temps des récréations et ne peuvent avoir lieu que dans les zones sportives de la cour des élèves et sur autorisation de la vie scolaire. Les balles dures sont interdites.

La pratique dans l'établissement de rollers, de skateboards ou tout objet glissant similaire est interdite, sauf dans le cadre des activités périscolaires ou pédagogiques.

Dans tous les espaces d'apprentissage et de vie collective, chacun a le devoir de respecter les conditions de travail des autres, en évitant toute forme de nuisance sonore.

7- Le matériel

Les élèves auront à cœur de respecter les locaux, le mobilier et les diverses installations mises à leur service.

Ils veillent à la propreté de la classe et participent à tour de rôle à l'entretien de la salle. Ils prennent soin du matériel et en sont responsables (livres, cahiers, etc.).

Toute dégradation devra être réparée financièrement (les élèves auront à régler le montant des frais de dégradation).

De même, il leur est demandé dans un souci écologique et économique de lutter contre toute forme de gaspillage (lumière, eau, etc.).

De même dans un souci de développement durable, les bouteilles d'eau en plastique sont interdites au sein de l'établissement et ne sont pas en vente au kiosque.

Des outils informatiques sont mis à la disposition des élèves par l'établissement. Les règles d'utilisation sont affichées dans les salles affectées à leur usage. Les personnes qui utilisent les outils informatiques de l'école doivent s'engager à respecter cette charte. Les règles d'utilisation constituent une charte-élève, expliquée en classe, affichée et signée par l'élève.

8- Les objets interdits

La détention de tout produit, objet dangereux ou étranger à la pratique scolaire est prohibée.

L'usage des systèmes d'écoute musicale, téléphones portables et applications dérivées est prohibé dans l'enceinte de l'établissement sauf sur demande expresse de l'enseignant dans le cadre de ses cours. Vos enfants sont toujours encadrés par des adultes et en cas d'urgence l'école se charge de contacter les parents. De même les chauffeurs de bus et les accompagnatrices sont munis d'un téléphone portable. Toutefois pour répondre à des circonstances exceptionnelles, une autorisation pourra être accordée par la direction. Il convient dans ce cas, de prendre contact avec le bureau de vie scolaire. Cette autorisation ne sera accordée que pour des raisons valables.

Cependant, les lycéens pourront amener leur téléphone portable qui devra être déposé éteint à l'arrivée dans un casier de la classe. Il sera récupéré en fin de journée. L'établissement ne pourra être tenu responsable de tout vol, dégradation ou perte des téléphones.

La prise de photos, de vidéos ou d'enregistrements sonores est interdite sauf dans un cadre pédagogique. Toute diffusion d'images ou de commentaires concernant un membre de la communauté éducative (élève, parent d'élève, personnel ou partenaire de l'établissement) effectuée dans l'établissement ou ayant un lien direct avec l'établissement, sans autorisation de la direction et de la personne concernée sera sanctionnée. En cas de non-respect, l'appareil ou le matériel sera confisqué entraînant la suppression des images ou de l'enregistrement. L'appareil sera remis au responsable légal.

LES PROCEDURES DISCIPLINAIRES

Tout manquement au règlement intérieur justifie la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire. Un système progressif de pénalisation est établi et vise à faire comprendre à l'élève, qu'il doit adopter de lui-même un comportement compatible avec les exigences de son travail individuel et de la vie collective. Ainsi lui sera facilité l'apprentissage de l'autonomie.

1- Les punitions scolaires

Elles sont adoptées à l'initiative du personnel de l'établissement, elles concernent des faits mineurs. Les punitions infligées doivent respecter la personne de l'élève et sa dignité. Sont proscrites en conséquence toutes les formes de violence physique ou verbale, toute attitude humiliante, vexatoire ou dégradante à l'égard des élèves. Il convient également de distinguer les punitions relatives au comportement des élèves, de l'évaluation de leur travail personnel:

- Devoir supplémentaire en rapport avec la situation d'apprentissage.
- Présentation d'excuses orales ou écrites par l'élève.
- Observation écrite sur le carnet de correspondance.
- Retenue avec travail à effectuer, donné par le professeur, dans l'établissement après les cours.
- Retenue pour effectuer une mesure de responsabilisation ou d'intérêt général.
- Exclusion ponctuelle d'un cours, justifiée par un manquement grave, elle doit demeurer tout à fait exceptionnelle. Elle donne lieu systématiquement à un rapport d'incident, établi immédiatement par le professeur, remis au service vie scolaire puis en copie au chef d'établissement, au Proviseur adjoint et aux parents. L'élève sera accompagné à la vie scolaire par un camarade pour y être pris en charge.

2- Les sanctions disciplinaires

Elles sont prises à l'initiative du Proviseur adjoint et sont adaptées à des manquements graves aux obligations scolaires. Leur application doit répondre au principe de proportionnalité et d'individualisation. Elles sont dans tous les cas notifiées par écrit aux responsables légaux de l'élève et peuvent être prononcées avec sursis.

Ces sanctions sont hiérarchisées comme suit:

- Lettre d'observation ;
- Avertissement ;
- Mesure de responsabilisation: elle consiste à participer, en dehors des heures d'enseignement, à des activités culturelles, de solidarité ou de formation à des fins éducatives. Sa durée ne peut excéder vingt heures.
- Blâme ;

- Exclusion temporaire de l'établissement (d'une durée allant de 1 à 8 jours), à l'interne ou à l'externe ;
- Exclusion temporaire supérieure à 8 jours ou exclusion définitive de l'établissement, à l'issue de la comparution devant le conseil de discipline.

À tout moment de l'année, si un élève a été sanctionné d'un blâme Assiduité ou Comportement ou d'une exclusion temporaire de 8 jours, la réinscription pour l'année scolaire suivante n'est pas de droit. Le chef d'établissement informera la famille suffisamment tôt de la non réinscription de l'élève afin que cette dernière puisse prendre les dispositions nécessaires pour une scolarisation dans un autre établissement. Elle peut être accordée, à titre exceptionnel, suite à un entretien entre le Chef d'établissement, le Proviseur adjoint, la famille et l'élève.

Aucune sanction disciplinaire n'est prononcée sans que l'élève n'ait été informé et entendu. Les parents doivent également être informés et le cas échéant entendus à leur demande.

3- La commission de vie scolaire

La commission de vie scolaire permet aux membres d'une équipe pédagogique ou éducative d'examiner ensemble la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement. Cette commission est particulièrement adaptée et pertinente pour le cas d'élèves ayant des attitudes perturbatrices répétitives qui relèvent souvent de manquements mineurs, mais dont l'accumulation constitue une gêne pour la communauté et pour l'élève lui-même dans ses apprentissages.

Elle est réunie sur proposition du professeur principal, du service de vie scolaire ou du Proviseur adjoint.

Devant cette commission, l'élève entendra les reproches qui lui sont faits et devra expliquer son attitude. La finalité de cette procédure est d'amener l'élève à prendre conscience des conséquences de son comportement et à appréhender positivement le sens des règles qui régissent le fonctionnement de la vie sociale dans l'établissement.

La commission de vie scolaire est composée du Chef d'établissement, du Proviseur adjoint, du professeur principal, d'un représentant du service de la vie scolaire, d'un ou de plusieurs représentants de l'équipe enseignante, éventuellement d'un représentant du service médical.

Les différents membres de cette commission sont tenus de respecter la confidentialité des débats.

Enfin, cette commission de vie scolaire a vocation à impulser une dynamique positive, à la fois pour l'élève et sa famille et, par voie de conséquence, pour l'ensemble des élèves de la classe et pour les personnels.

4- Le conseil de discipline

Le conseil de discipline est compétent, dès lors qu'il est saisi, pour prononcer toutes les sanctions prévues au règlement intérieur de l'établissement.

Le conseil de discipline est présidé par le chef d'établissement ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par son adjoint (ou l'adjoint désigné par le chef d'établissement en cas de pluralité d'adjoints).

La voix du président du conseil de discipline est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le président conduit la procédure et les débats dans le respect du contradictoire avec le souci de donner à

l'intervention du conseil de discipline une portée éducative.

Le conseil de discipline peut entendre, en tant que de besoin, des personnels qualifiés, susceptibles d'éclairer ses travaux : adjoint au chef d'établissement, personnel social ou de santé, ...

Le conseil de discipline délibère valablement même en l'absence de l'élève et/ ou de son représentant légal (lorsque l'élève est mineur).

La décision du conseil de discipline est prise en présence des seuls membres du conseil ayant voix délibérative. Tous les votes se font à bulletins secrets, à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs et nuls ne sont pas comptés.

Les membres du conseil de discipline et les personnes ayant pris part aux délibérations de celui-ci sont soumis à l'obligation du secret pour tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance.

5- Le conseil de classe

Le conseil de classe se réunit à chaque fin de trimestre et peut proposer les mesures suivantes :

- Des **encouragements ou des félicitations** peuvent être attribués sur proposition du conseil de classe (résultats et/ou comportement) :
 - Félicitations : pour la qualité du travail, l'exemplarité du comportement en classe et des résultats de très bon niveau.
 - Encouragements : pour la qualité du travail, le sérieux ou des progrès significatifs dans les résultats.
- Un **avertissement pour manque de travail, d'assiduité ou de comportement** peut être attribué sur proposition du conseil de classe. Il concerne les élèves dont les manquements en termes de comportement, d'assiduité ou de travail ont été notifiés aux familles par l'enseignant ou l'un des assistants d'éducation et ont été punis, voire sanctionnés, au cours du trimestre.

Le courrier comportant la notification de l'avertissement est remis en mains propres à la famille et à l'élève, lors d'un entretien en présence du professeur principal ou d'un personnel de direction.

En cas d'absence d'amélioration lors de l'un des trimestres suivants de l'année scolaire, un blâme peut être attribué. Dans ce cas, la réinscription pour l'année scolaire suivante n'est pas de droit. Elle peut être accordée, à titre exceptionnel, suite à un entretien entre le Chef d'établissement, le Proviseur adjoint, la famille et l'élève, au cours duquel seront signifiées à la famille les conditions du retour de l'élève dans l'établissement.

6- Les mesures positives d'encouragement

Elles visent à valoriser des actions et des initiatives dans lesquelles les élèves ont pu faire preuve de civisme, d'implication dans le domaine de la citoyenneté et de la vie du Lycée, d'esprit de solidarité, de responsabilité tant vis-à-vis d'eux-mêmes que de leurs camarades.

La valorisation des actions des élèves dans différents domaines sportif, artistique, culturel, citoyenneté, etc. est de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'établissement et à développer leur participation à la vie collective.

Des **attestations** peuvent être établies et remises par l'établissement à un élève s'étant distingué dans un

domaine particulier (culturel, sportif, délégation lycéenne, comportement social...) ou par sa participation à la vie collective.

L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (EPS)

L'éducation physique et la pratique sportive s'imposent au double titre de l'évaluation scolaire et de l'épanouissement physique et mental. L'assiduité est un élément essentiel attaché à la pratique de l'EPS.

1- La tenue en EPS

La tenue sportive du lycée est exigée. Pour des raisons de sécurité, les baskets doivent impérativement être serrées par des lacets ou des «velcro».

Les bijoux, montres, chaînes de cou, piercings, etc. doivent être ôtés.

Il est demandé aux élèves d'avoir une tenue de rechange quand les activités se déroulent lors d'intempéries ou de grosses chaleurs. L'élève veillera également à se munir d'une gourde ou d'une bouteille d'eau.

2- Les vestiaires

C'est le lieu d'habillage, de déshabillage avant et après les cours d'EPS.

Les élèves disposent de 5 minutes en début de cours pour se mettre en tenue et 10 minutes en fin de cours pour se rhabiller.

L'accès aux vestiaires est interdit pendant la séance d'EPS. En aucun cas, ils ne sont ouverts pendant la durée des séances. En aucun cas l'établissement ne pourra être tenu responsable en cas de vol au vestiaire.

3- Les déplacements

À la sonnerie, les élèves se rangent devant leur salle de classe. Lors des trajets pour se rendre sur les installations, dans les vestiaires ou sur les lieux de pratique, les élèves doivent attendre l'accord de l'assistant d'éducation pour se mettre en route. Sur ce trajet, les élèves devront rester en groupe, ne pas chahuter ni faire quoi que ce soit pouvant dégrader ou gêner l'environnement. Les appareils électroniques et portables sont strictement interdits et seront provisoirement confisqués pour être remis aux responsables légaux en cas d'utilisation.

4- L'inaptitude à la pratique d'une activité physique

Une inaptitude est l'incapacité temporaire po

ur un élève de pratiquer l'EPS, elle peut être totale ou partielle. Mais, elle ne dispense en aucun cas l'élève de l'obligation d'être présent au cours d'EPS.

L'établissement se réserve le droit de demander l'expertise du médecin scolaire pour toute inaptitude prononcée par un médecin.

MODALITES DE MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement n'est pas immuable. Sa révision est soumise à l'instruction et à l'aval du conseil d'établissement.

Acceptation du Règlement Intérieur de l'établissement.

Chaque membre de l'établissement s'engage à respecter les modalités définies par ce Règlement Intérieur.

L'inscription d'un élève dans l'établissement vaut pour lui- même comme pour sa famille :

- Adhésion aux dispositions du présent règlement.
- Engagement de s'y conformer pleinement.

Signature des parents ou du tuteur légal de l'élève

Signature de l'élève